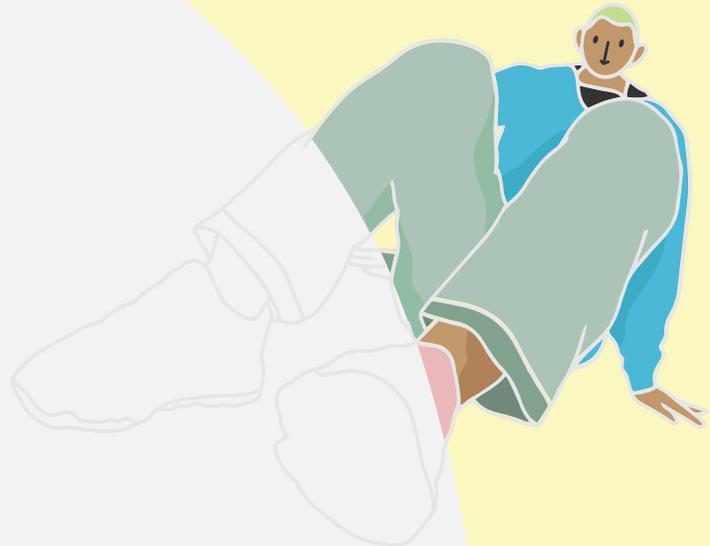


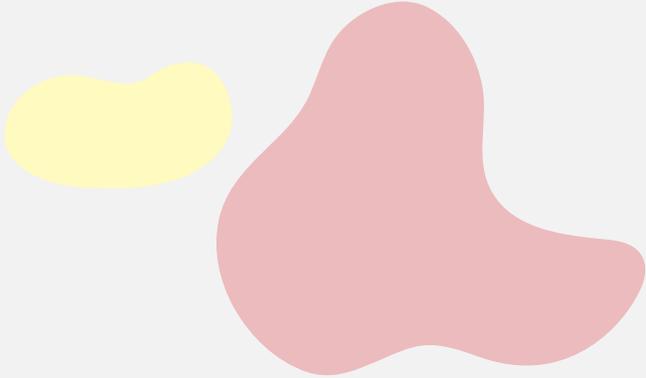
# Comprendre et combattre le mouvement anti-trans au « Canada »

un guide pour les communautés  
trans et nos allié.es



Femmes et Égalité  
des genres Canada

Women and Gender  
Equality Canada



# Reconnaissance et responsabilité

JusticeTrans a été fondé à Tkaronto, la ville aujourd'hui connue sous le nom de Toronto, sur le territoire visé par le Traité 13 et le Traité Williams. Tkaronto signifie « là où les arbres se dressent dans l'eau » en langue kanien'kéha. La région représente le territoire traditionnel de nombreuses nations, dont les Mississaugas de Credit, les Anishnaabeg, les Chippewa, les Haudenosaunee et les Wendat. Nous reconnaissons que ces nations sont les gardiennes originelles de ces terres et de ces eaux et nous les remercions pour les soins qu'elles y apportent. Notre organisme national se compose d'une équipe et d'un conseil d'administration qui vivent, travaillent et jouent partout sur l'Île de la Tortue, le territoire qui porte le nom colonial du Canada. Plus de 600 nations autochtones font de ces terres et de ces eaux leurs demeures et leurs territoires traditionnels. C'est grâce à ces nations que nous pouvons accomplir notre travail et elles méritent notre respect. À JusticeTrans, nous nous engageons à entretenir des rapports de collaboration et d'autonomisation avec les communautés autochtones bispirituelles, trans, non binaires et les diverses communautés de genre que nous servons. Nous nous engageons aussi à combattre les formes que prend le colonialisme de peuplement dans notre travail.

Nous sommes solidaires des nations autochtones de l'Île de la Tortue. Nous portons une reconnaissance et une redevabilité pour les atrocités historiques ainsi pour la violence et l'oppression actuelles découlant des structures, de la socialisation et des pratiques coloniales.

Consultez les sites Web plus bas pour des cartes interactives des territoires autochtones et d'autres informations :

[native-land.ca](http://native-land.ca)  
[La Collection de cartes](#)  
[Le Géovisualiseur](#)  
[Les Pensionnats](#)

Cette recherche n'aurait pas été possible sans les participant.es qui nous ont fait confiance en partageant leurs expériences et leurs histoires. Merci!

# Reconnaissance et responsabilité

L'équipe de recherche comptait six personnes trans, non binaires et de la diversité de genre. Dans le contexte actuel, nous avons choisi de rester anonymes pour des raisons de sécurité. Nous sommes tous.tes queer et avons fait des études universitaires, la plupart d'entre nous vivent avec un handicap et quatre d'entre nous sont racisé.es. Ces recoupements influencent nos expériences et notre travail. Par ailleurs, le projet a été élaboré et dirigé par des personnes blanches.

Le projet s'inscrit aussi dans deux milieux liés à la suprématie blanche et au colonialisme : le milieu de la recherche et le secteur à but non lucratif. Cette équipe a certes accompli un travail radical à bien des égards, mais nous aurions pu aller plus loin pour détourner les structures d'oppression. Cette expérience aura permis des apprentissages qui seront utiles pour les projets à venir!

Le soutien de l'équipe de JusticeTrans et de notre comité consultatif composés de sept personnes bispirituelles, trans, non binaires et de la diversité de genre, d'un bout à l'autre du pays, a permis la réalisation de ce travail. Nous tenons à remercier nos partenaires communautaires pour ce projet :

- Hamilton Trans Health Coalition
- Centre de recherche communautaire
- Egale Canada
- Des membres de la communauté avec une expérience comme personnes praticiennes, chercheuses et militantes engagées dans des mouvements autochtones, antiracistes, féministes, pour les droits des personnes en situation de handicap et des mouvements menés par les jeunes.

Justicetrans tient aussi à souligner le soutien de Femmes et Égalité de genre Canada, dont le généreux financement a rendu ce projet possible.

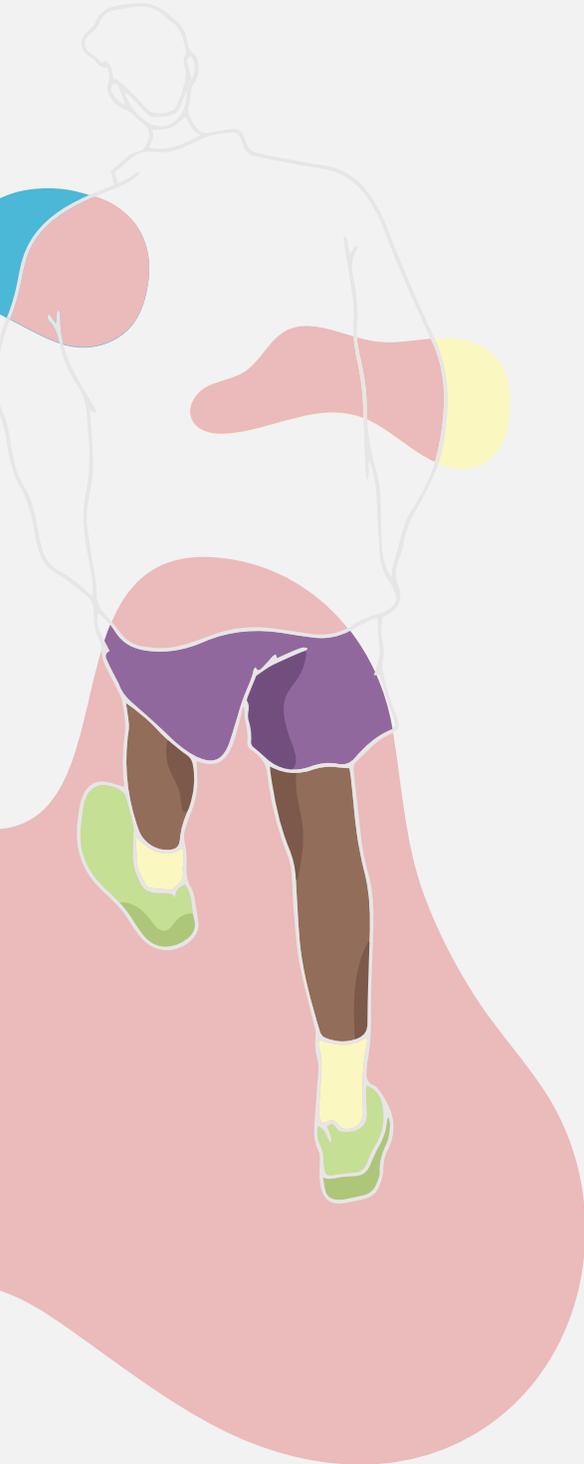
## **Ethics clearance ID:**

Carleton University Research Ethics Board-A, Project # I19828

## **Comment citer:**

JusticeTrans. (2024). Comprendre et combattre le mouvement anti-trans au « Canada » : un guide pour les communautés trans et nos allié.es. « Canada ».

# Contenu



- IV Introduction**
- V Méthodologie: Comment nous avons obtenu ces résultats**
  - Notre approche scientifique
- VI Revue de littérature et analyse médiatique**
  - Entretiens de recherche
- VII-VIII Résultats: nos participant.es**
- IX Principale limite : la diversité raciale des participant.es**
- I Comprendre le mouvement anti-trans au Canada**
  - De quoi s'agit-il
  - Les acteurs du mouvement
- 2 La montée du mouvement**
- 3 Le message du mouvement**
- 4-5 Les actions du mouvement**
- 6 Les médias et l'information**
- 7-8 Les tactiques institutionnelles**
  - 9 Les manifestations
- 10 La violence**
- 11 Des tactiques intersectionnelles**
- 12 Les répercussions du mouvement anti-trans sur nous**
- 12-13 Les répercussions sur les personnes**
- 14 Les répercussions sur les organismes**
  - Les effets sur la communauté élargie
- 15 Réagir et riposter au mouvement anti-trans**
  - On continue à se battre pour la bonne cause
  - 16 Imiter les tactiques anti-trans
  - 17 La présence d'allié.es
- 18-19 Assurer la sécurité et le bien-être**
  - Se désinvestir de la police
- 19-22 Mettre en œuvre des mesures de sécurité**
  - 22 Prendre soin de soi et se soutenir
- 23-24 Recommandations**
- 25-26 Références**

# Introduction

Les dernières années se caractérisent par une montée visible de la mobilisation anti-trans dans le monde entier et dans ce pays, connu sous le nom colonial du Canada. Cette tendance est particulièrement marquée depuis 2023. Egale Canada a recensé « près de 6 500 cas de propos haineux et de manifestations en ligne contre la communauté 2S/LGBTQIA+ au Canada dans les trois premiers mois de 2023 »<sup>1</sup>. Ce projet a pour objectif de se pencher sur cette tendance inquiétante de sorte à outiller les communautés trans et leurs allié.es pour mieux comprendre le mouvement anti-trans et le combattre de manière plus efficace.

## Que voulons-nous dire par trans?

Nous utilisons « trans » ici pour inclure diverses identités, dont les personnes bispirituelles ainsi que les personnes trans, non binaires et issues de la diversité de genre. Cet usage ne signifie pas que les personnes bispirituelles sont regroupées sous le terme parapluie « trans » : ces identités autochtones vont au-delà des compréhensions allochtones de la sexualité et du genre. L'idée n'est pas non plus de confondre ces termes.

Ce guide utilise le mot « trans » plutôt que l'acronyme 2S/TNBGD pour rendre le texte plus accessible, notamment en raison de la méconnaissance de cet acronyme pour la majorité des gens. Nous reconnaissons toutefois l'importance du caractère intentionnel des termes.

Nous utilisons aussi le terme « trans » plutôt que l'acronyme 2S/TNBGD, car, malheureusement, le mouvement anti-trans cible d'abord ce qu'il perçoit comme des personnes trans ou comme toutes formes d'affirmation de celles-ci.

**Ce guide traite d'un sujet violent** qui peut déclencher des réactions négatives. De nombreuses personnes participantes ont qualifié leur expérience comme traumatique. Préparez-vous mentalement et pensez à prendre soin de vous pendant et après la lecture.

# Méthodologie : Comment avons-nous obtenu ces résultats?

## Conseil de lecture:

Expliquer comment nous avons obtenu des résultats fait partie d'une bonne démarche scientifique. Cependant, vous pouvez sauter cette section et passer directement aux résultats!

Les résultats proviennent du projet de JusticeTrans, intitulé Déceler la transphobie : déterminer et contrer les mouvements anti-trans au Canada. Le projet avait les objectifs suivants :

1. Définir le mouvement anti-trans
2. Cerner les tactiques et le discours employés par le lobby anti-trans pour attaquer les activistes trans et les organismes transaffirmatifs
3. Identifier les conséquences des attaques anti-trans sur les organismes et les personnes ainsi que leurs réactions et les moyens mis en place pour se protéger
4. Élaborer un guide destiné aux organismes et aux personnes pour les aider à contrer les attaques anti-trans

Pour atteindre ces objectifs, nous avons procédé à une revue de la littérature, à une analyse médiatique et à des entretiens de recherche.

## Notre approche scientifique

Ce projet se veut résolument par et pour les personnes trans (t4t). Ainsi, notre équipe de recherche, entièrement composée de personnes trans soutenues par du personnel et un comité de projet exclusivement trans, a cherché à créer un espace plus sécuritaire pour laisser les participant.es trans « exprimer toutes les complexités de leurs réalités »<sup>2</sup>. Nous avons accordé le plus grand soin à la sécurité des personnes interrogées.

De plus, nous avons veillé à créer un espace plus sécuritaire pour l'équipe de recherche, car mener cette recherche alors que l'on subit également ces mêmes types de marginalisation et de violence s'avère très éprouvant sur le plan émotionnel<sup>3</sup>. Cependant, les contraintes de temps du projet ont empêché d'étaler le travail, un élément essentiel dans le cadre d'une recherche émotionnellement difficile<sup>3</sup>. Par conséquent, des membres de l'équipe subissent les effets dévastateurs du traumatisme transmis par personne interposée. Celui-ci résulte d'une exposition prolongée à des éléments traumatisants sur le lieu de travail<sup>3</sup>.

Souvent, les recherches menées par et pour les communautés marginalisées sont perçues comme subjectives et motivées par la justice sociale plutôt que par une science objective et de qualité<sup>3</sup>. Nous jugeons que nous appuyer sur notre subjectivité comme chercheur.euses et sur celle de nos participant.es, constitue un gage d'objectivité, car nous reconnaissons ouvertement notre parti pris<sup>3</sup>.

*Oui, cette recherche poursuit sans conteste un objectif de justice sociale : lutter contre le mouvement anti-trans.*

## Revue de littérature et analyse médiatique

Pour la revue de littérature et l'analyse médiatique, nous avons opté pour une stratégie de recherche bilingue avec des mots-clés tels que « identité », « actions », « groupes » et « organismes ». La revue de littérature comprenait des bases de données universitaires et Google Scholar et n'était pas limitée dans le temps. Nous avons recensé 32 documents pertinents grâce à cette recherche et à nos réseaux. L'analyse médiatique s'est appuyée sur la base de données Eurêka.cc, en utilisant la stratégie de recherche décrite dans le Tableau 1.

### Tableau 1.

#### Stratégie de recherche pour l'analyse médiatique

LEAD= (“anti-trans” | “anti trans” | “anti-transgender\*” | “pronoun\*” | “drag queen” | pronom\*)& LEAD= (protest\* | demonstration\* | boycott\* | manifestation\* | lobby\* | lobbies | policy | policies “gender critical” | TERF\* | « trans-exclusionary radical feminis\* » | “trans\* exclusionary radical feminis\*”)

Filtres : Canada (ENG + FR), 1er janvier 2023 au 8 novembre 2023

Résultats : 1134

Documents PDF extraits : 926 pages (nous avons essayé de ne pas extraire les doublons, mais la base de données a rendu la tâche difficile)

L'analyse s'est faite en trois (3) étapes :

1. À l'étape 1, l'équipe a lu la littérature et extrait des informations pour répondre à l'objectif 1 et pour cerner les caractéristiques du mouvement anti-trans.

2. À l'étape 2, l'équipe s'est replongée dans les documents pour en extraire le discours, les tactiques et les protagonistes des attaques anti-trans, ainsi que les effets et les réactions à ces attaques. C'est alors que les thèmes et les sous-thèmes ont été redéfinis.

3. À l'étape 3, l'équipe a lu des centaines de pages de documents PDF tirés de l'analyse médiatique et en a extrait les mêmes informations qu'à l'étape 2.

La quantité de textes et les contraintes de temps ne nous ont pas permis d'achever la phase 3. Néanmoins, les données recueillies atteignaient le seuil de saturation. Autrement dit, la démarche était devenue redondante et sa poursuite aurait sans doute été inutile.

## Entretiens de recherche

Le recrutement des personnes participantes a commencé à la mi-novembre 2023. Nous recherchions deux groupes :

1. Des personnes adultes bispirituelles, trans, non binaires et de la diversité de genre ayant été la cible d'attaques anti-trans dans le territoire que l'on appelle le Canada
2. Des personnes adultes travaillant dans des groupes de femmes, des groupes queer, des conseils scolaires ou de services transaffirmatifs qui ont été ciblées dans ce que l'on appelle le Canada

Nous avons privilégié les candidatures de personnes racisées, de personnes issues des quatre catégories d'organismes, et de l'extérieur de l'Ontario. Nous avons mené des entretiens individuels semi-structurés avec 22 personnes entre novembre 2023 et février 2024. La direction de la recherche a procédé à une analyse thématique des transcriptions d'entretiens de janvier à février.

## Résultats : nos participant.es

Le Tableau 2 représente une synthèse des données démographiques des participant.es.

**Tableau 2**  
**Données démographiques des participant.es (n=22)**

Caractéristiques	Détails	Numéro	%
Genre	Non binaire	6	27.3
	Femme trans ou transféminine	4	18.2
	Homme trans ou transmasculin	5	22.7
	Identité culturelle spécifique	1	4.5
	Trans, non précisé	2	9.1
	Femme cis	4	18.2
Race	Personne racisée (détails dans le texte)	5	22.7
	Personne blanche	17	77.3
Classe sociale	Classe ouvrière	10	47.6
	Classe moyenne	9	42.9
	Classe aisée	2	9.5
Niveau d'études	Études secondaires	1	4.5
	Niveau collégial	3	13.6
	Premier cycle universitaire	5	22.7
	Études supérieures	13	59.1

# Résultats : nos participant.es

Le Tableau 2 représente  
une synthèse des données  
démographiques des participant.es.

Caractéristiques	Détails	Numéro	%
Handicap		18	81.8
Queer		20	90.9
Parent		6	27.3
Affiliation	Militant.e	5	22.7
	Conseil scolaire	2	9.1
	Organisme queer	8	36.4
	Prestataire de services	5	22.7
	Groupe de femmes	2	9.1
Lieu	Prairies	3	13.6
	Québec	1	4.5
	Territoire	1	4.5
	Colombie-Britannique	5	22.7
	Maritimes	2	9.1
	Ontario	10	45.5
Région	Urbaine	14	63.6
	Banlieue	4	18.2
	Rurale	3	13.6
	Nord	1	4.5
Type de cible	Personne	5	22.7
	Organisme	7	31.8
	Les deux	10	45.5

## Principale limite : la diversité raciale des participant.es

La plupart des personnes interrogées avaient un handicap et un niveau d'études avancé, étaient queer et de race blanche. Les Ontarien.nes y sont aussi surreprésenté.es. Comme dans le précédent projet de JusticeTrans<sup>2</sup>, le recrutement et la rétention de participant.es du Québec se sont avérés difficiles, et ce, malgré les liens communautaires de l'équipe et les efforts de recrutement bilingue. Le même problème a été constaté pour les territoires du Nord.

L'âge des personnes interviewées varie de 22 à 51 ans, avec une moyenne de 32,7 ans. L'écart-type est de 8,8, ce qui signifie que la plupart des participant.es sont âgé.es de 23,9 à 41,5 ans. Près de la moitié des participant.es ont été ciblés à la fois à titre personnel et dans leur organisme. Les personnes interrogées ont commencé à subir des attaques anti-trans entre 2011 et 2023, et plus de 50 % d'entre elles ont été attaquées pour la première fois en 2022 (médiane). Nous avons demandé aux personnes participantes à quel moment les attaques anti-trans ont pris fin. Dans 81 % des cas, les attaques ont cessé en 2023 ou se poursuivaient au moment de l'entretien.

La majorité des personnes interrogées sont des personnes blanches (77 %). Les personnes racisées ont déclaré diverses origines : chinoise; indienne (issue de l'immigration); mixte de l'Asie du Sud et du Sud-Ouest ainsi que de l'Afrique du Nord, mixte persane et blanche (issue de l'immigration de deuxième génération); et une personne de couleur. Personne ne s'est identifié comme Noir.e ou Autochtone.

Cela constitue une limitation majeure pour ce projet, car, comme le démontrent les pages suivantes, les personnes racisées sont ciblées par le mouvement anti-trans de façon différente et n'ont pas les mêmes préoccupations en matière de sécurité. Bien que le projet privilégie les candidatures de personnes racisées, nous avons eu de la difficulté à retenir celles qui remplissaient les conditions requises pour participer au projet. Cette situation s'explique peut-être par les raisons suivantes :

- Les échéanciers très courts du projet, car il manquait de temps pour poursuivre le recrutement
- L'épuisement de populations attaquées sur plusieurs fronts
- Des préoccupations supplémentaires en matière de sécurité par rapport aux personnes participantes blanches
- La fatigue au sein de petites populations faisant l'objet de nombreuses recherches<sup>4</sup>
- Une méfiance à l'égard de l'organisme JusticeTrans, qui historiquement est à prédominance blanche
- Le format de la recherche correspond à des méthodes occidentales (p. ex., des entretiens individuels plutôt que des groupes de discussion dirigés par la communauté)
- Les habitudes d'embauche des organismes, où le personnel racisé occupe des postes contractuels ou de premières lignes plutôt que des postes permanents
- Des honoraires insuffisants (100 \$), compte tenu du travail émotionnel exigé



# Comprendre le mouvement anti-trans au Canada

## De quoi s'agit-il

Le mouvement anti-trans s'appuie sur un ensemble de tactiques qui visent à restreindre les droits des personnes trans, notamment ceux liés à l'autonomie corporelle et à la participation en société<sup>5</sup>. Il s'inscrit dans le cadre d'une culture politique et médiatique qui encourage la transphobie, c'est-à-dire la discrimination et l'oppression individuelles et systémiques des personnes trans<sup>6,7</sup>. Les études actuelles se consacrent souvent sur la haine anti-trans, un terme vague qui regroupe les crimes haineux, plutôt que sur le mouvement anti-trans. Or, comme ce guide le révèle, le mouvement anti-trans va bien au-delà de la haine.

Le mouvement anti-trans cible les personnes trans et d'autres personnes qui transgressent la binarité de genre, comme les artistes drag<sup>5</sup>. En revanche, la recherche sur la détransition ne fait pas partie du mouvement anti-trans<sup>8</sup>.

## Les acteur.trices du mouvement

Cette recherche révèle que les personnes engagées dans le mouvement anti-trans possèdent de nombreuses affiliations, créant une coalition instable avec d'importants clivages idéologiques<sup>9,10,11</sup>. Même si les personnes interrogées ne connaissaient pas toujours les allégeances de leurs agresseurs, celles-ci ressortaient très clairement dans d'autres cas. De plus, un rapport inédit<sup>10</sup> identifie 250 acteur.trices, dont des personnes, des organismes et des médias, qui entretiennent plus de 650 liens. Ce guide répertorie trois grandes catégories d'acteur.trices anti-trans : les féministes radicales qui excluent les personnes trans, les groupes religieux ainsi que les groupes de droite et d'extrême droite.

Les féministes radicales qui excluent les personnes trans (TERF), ou encore les groupes critiques du genre, selon leur appellation préférée, participent à ce mouvement sous prétexte de protéger les femmes et les jeunes filles cis. Parmi les exemples, citons le Vancouver Rape Relief et Pour les droits des femmes du Québec<sup>6,12</sup>. Huit personnes interrogées ont identifié des TERF dans les situations qu'elles ont vécues. Fait important, même si le féminisme se présente souvent comme un mouvement de gauche, des études ont déjà souligné un rapprochement entre les TERF et les médias de droite<sup>10</sup>.

Des personnalités, des personnes et des organisations religieuses figurent parmi les membres du mouvement anti-trans<sup>10</sup>. Certaines personnes nationalistes chrétiennes et membres de la communauté musulmane ont créé le groupe Hands Off Our Kids et ont orchestré la 1 Million March 4 Children<sup>11</sup>, tandis que des groupes chrétiens dont Save Canada et certains chapitres de l'Armée du Salut ont été mentionnés par les personnes interrogées.

La moitié des personnes interrogées (11 personnes) et l'analyse médiatique indiquent que la troisième catégorie correspond aux activistes, aux groupes et aux politicien.nes de la droite, de l'extrême droite et de la droite alternative (alt-right). L'analyse médiatique a révélé que les partis politiques de droite du Nouveau-Brunswick, de la Saskatchewan, de l'Alberta, du Manitoba, du Québec et à l'échelle fédérale ont pris appui sur le mouvement anti-trans. Cela leur permet de promouvoir leur plateforme et de proposer des lois et des politiques contre les personnes trans. Par ailleurs, ces partis invitent leurs bases électorales à voter en faveur de mesures anti-trans dans leur plateforme électorale. Les groupes néolibéraux et conservateurs américains proposent aussi des stratégies, des ressources et des infrastructures aux groupes canadiens<sup>10</sup>.

Selon les personnes interrogées et des recherches antérieures<sup>10,13</sup>, parmi les groupes d'extrême droite associés au mouvement anti-trans, on peut citer :

- Les libertariens
- Les suprémacistes blancs
- Les masculinistes
- Les conspirationnistes, dont les adeptes de QAnon, les anti-masques et les anti-vaccins, les citoyen.nes souverain.es et les partisan.nes du convoi de la liberté

## La montée du mouvement

Divers éléments expliquent la montée du mouvement anti-trans, notamment un ressac à l'échelle internationale contre la visibilité et la reconnaissance accrue des personnes trans<sup>1</sup>. Des personnes chercheuses<sup>14</sup> ont découvert qu'entre 2011 et 2019, la couverture médiatique des jeunes trans au Canada s'est avérée « de plus en plus favorable aux identités, aux expériences et aux besoins des personnes trans ». Au cours des quelque dix dernières années, le Canada a renforcé les droits et les protections juridiques des personnes trans. Malheureusement, la visibilité et la reconnaissance des personnes trans se sont accompagnées d'une recrudescence de la violence à leur égard<sup>15</sup>. À titre d'exemple, l'interdiction des thérapies de conversion pour les personnes trans a peut-être redirigé l'hostilité du mouvement anti-trans vers les écoles<sup>16</sup>.

Le ressac anti-trans fait partie d'une réaction conservatrice plus vaste à l'échelle internationale, hostile aux questions de genre, qui cible notamment le féminisme, les droits des femmes et les droits des personnes queer<sup>17</sup>. Le contrecoup anti-genre, apparu en Europe au milieu des années 2000, s'est étendu à d'autres régions du monde et vise de plus en plus les droits des personnes trans ces dernières années<sup>17</sup>.

### Qu'est-ce qu'une panique morale?

Une panique morale se produit lorsque l'on assimile un groupe de personnes à une menace pour la société. La panique morale découle d'une peur généralisée et exagérée.

Depuis 2018, on observe la convergence de paniques morales qui alimentent le mouvement anti-trans<sup>13</sup>. En analysant 231 courriels haineux reçus, une personne chercheuse<sup>13</sup> a décelé la convergence de trois formes de paniques morales. Celles-ci correspondent à la peur de contagion de la transidentité, à celle de la pédophilie et de la maltraitance des enfants, ainsi de pédagogues et d'autres professionnel.les qui côtoient des enfants et des jeunes. Ces trois paniques morales reflètent des angoisses liées à la protection des enfants et des jeunes.

Le dernier élément susceptible d'expliquer la montée du mouvement anti-trans est l'audace démultipliée de la droite. Encouragée par l'élection de Donald Trump, cette droite s'est répandue au-delà des frontières américaines pour cibler tout ce qui est considéré woke, de la théorie critique de la race aux droits des personnes trans<sup>1,9,10,13</sup>. Comme le souligne Sarah, « Je suis dans ce milieu depuis 10 ans. Tout a changé avec la montée de la machine de l'alt right ».

## Le message du mouvement

Le mouvement anti-trans rassemble des personnes de toutes sortes, et ces dernières disposent à leur tour de divers arguments (discours) sur les personnes trans, sur les raisons de leur participation à ce mouvement, et sur la justification de leurs tactiques anti-trans.

Pour certains, les personnes trans sont contre nature, moins qu'humaines, trompeuses, gênantes ou atteintes d'une maladie mentale<sup>13,18,19,20</sup>. Le principal argument avancé, c'est que les personnes trans sont de dangereux prédateurs sexuels<sup>5,12,13</sup>. On parle des personnes transféminines comme s'il s'agissait d'hommes violents désireux d'envahir les espaces féminins et de blesser les femmes et les filles cis. De même, les personnes trans et les artistes drag se voient accusé.es de faire du grooming ou d'être des pédophiles qui veulent s'en prendre aux enfants.

Près de la moitié des personnes interrogées (10 personnes) ont soulevé ce deuxième sujet, d'autant plus qu'elles-mêmes ou leur organisme ont été accusés d'abuser des enfants. Une des personnes interrogées déclare :

**« C'était le genre de propos haineux typique. On m'a traité de pédophile et d'autre chose du genre ». – Joe**

Ce commentaire illustre à quel point cette accusation est normalisée. Une décision récente de la Cour supérieure de justice de l'Ontario traite d'ailleurs de l'utilisation du terme « grooming » comme insulte anti-queer<sup>21</sup>. Pour Levi, cette rhétorique renvoie à une méfiance plus large à l'égard des personnes queer qui sont assignées hommes à la naissance. Ainsi, la panique morale contre les hommes gais d'il y a quelques décennies a été repensée et les personnes trans sont désormais les principaux ennemis<sup>13</sup>.

L'une des justifications centrales évoquées par le mouvement anti-trans concerne la protection des enfants et des jeunes. Treize personnes interrogées ont mentionné cette justification, qui s'est par ailleurs avérée très influente dans le cadre de recherches antérieures<sup>10</sup>. Selon trois personnes interrogées, le mouvement anti-trans prétend protéger les enfants contre les soins d'affirmation de genre. Ces soins sont présentés comme dangereux, car ils risquent de perturber les enfants et de mener à des mutilations permanentes.

L'analyse médiatique a démontré que le mouvement prétend protéger les enfants des groomers (abuseurs) et des pédophiles, mais aussi de l'endoctrinement de l'« idéologie du genre », de la « gauche radicale » et de « l'idéologie woke ». Un tiers des personnes interrogées (8 personnes) ont évoqué cette préoccupation de l'endoctrinement. Le mouvement anti-trans estime que l'endoctrinement se fait par des programmes d'enseignement au primaire, au secondaire et à l'université qui traitent de sujets comme l'identité de genre et l'éducation sexuelle. Toujours selon le mouvement, les professionnel.les et les organismes qui affirment la transidentité essaient d'endoctriner les enfants et les jeunes<sup>10</sup>. L'endoctrinement se rattache ici à une notion plus large de contagion sociale<sup>10,13</sup> ou, comme le décrit Juno, à « l'idée qu'une jeune personne trans [...] va infecter d'autres enfants par sa simple existence ».

Ces préoccupations amènent le mouvement anti-trans à insister sur le droit des parents de protéger leurs enfants de la sexualisation, de l'endoctrinement, des soins d'affirmation de genre et de la contagion sociale. L'analyse médiatique et cinq entretiens rapportent que les parents revendiquent le droit d'être informé.es par les écoles lorsque leurs enfants remettent en question leur identité ou emploient un nouveau nom ou pronom; les parents veulent aussi se prononcer sur le contenu de l'enseignement dispensé à leurs enfants. L'hypothèse sous-jacente repose sur le principe que les enfants appartiennent à leurs parents et ne possèdent pas leurs propres droits. Un autre discours juridique a été identifié par l'analyse médiatique : la protection de la liberté religieuse d'élever les enfants selon des croyances propres. Le droit des femmes cis à être protégées contre la victimisation a également été évoqué.

Des recherches antérieures<sup>13</sup> et cinq des personnes interrogées décrivent un discours moral, comme se faire dire qu'on va aller en enfer. Ces propos découlent de l'idée que la transidentité représente un péché ou un mal. Cela ressort également dans l'analyse médiatique dans des affirmations que la société court à sa perte et que les « heures du conte drag » nuisent aux enfants, aux familles et à la nation, car elles normalisent la transidentité. Ces idées se rattachent au conservatisme social<sup>22</sup>.

Enfin, deux personnes interrogées ont fait référence au discours économique. Certaines personnes appartenant au mouvement anti-trans s'interrogent sur le financement de l'« agenda transgenre » ou dénoncent le gaspillage de fonds publics pour la peinture de passages pour piétons aux couleurs de la Fierté.

Au-delà des affiliations et des discours, le mouvement anti-trans s'appuie sur une diversité de tactiques mises en œuvre en ligne et hors ligne. Comme le résume JoJo, « Ça fait beaucoup de travail, pour haïr ». Seize des personnes interrogées ont expliqué une des tactiques répandues du mouvement anti-trans qui consiste à cerner et à attaquer des cibles visibles. Parmi les cibles visibles, citons :

- Des personnes visibles, dont les plus vulnérables sont les activistes transféminines, les activistes trans racisées et les artistes drag
- Des organismes visiblement affirmatifs des personnes queer ou trans, notamment dans les petites villes
- Des endroits bien en vue, comme les locaux d'organismes transaffirmatifs et les locaux décorés avec les couleurs de la Fierté
- Des événements transaffirmatifs visibles

## Les actions du mouvement

Dans le même ordre d'idées, le fait d'envahir des lieux plus sécuritaires, tels que des événements en ligne ou hors ligne, et d'essayer d'annuler des événements transaffirmatifs a été mentionné dans six entretiens.

Neuf des personnes interrogées ont aussi parlé d'une tactique destinée à attiser les clivages en radicalisant le public, notamment par le biais d'une campagne de peur<sup>5</sup>. Comme l'explique une personne interrogée :

**« La plupart du temps, il s'agit moins d'employer la logique que des mots-chocs, de mots effrayants qui font dire aux gens : "Oh, oh non, ces gens-là sont mauvais! Je n'ai pas besoin de savoir pourquoi on dit groomer (abuseur), pédophile ou autre." Et ça, c'est grave. L'objectif est d'attirer l'attention avec des mots qui suscitent la peur et la colère ». – Levi**

Sarah s'inquiète de la vulnérabilité des gens à cette radicalisation, en particulier dans sa petite ville. La radicalisation des enfants et des jeunes par le mouvement anti-trans est un phénomène particulièrement inquiétant. Trois des personnes interrogées ont été prises pour cible par des adolescent.es et de jeunes adultes dans des contextes hors ligne.

**« Encore une fois, il y avait tellement d'enfants [lors de la manifestation anti-trans] qui disaient aussi ce genre de trucs et c'était, tu sais, encore plus difficile à entendre ». – Anric**

Ces exemples de radicalisation s'inscrivent dans un contexte de « guerre culturelle »<sup>9</sup>. La guerre culturelle comprend :

- La *polarisation*, caractérisée par la création de groupes et leur mise en opposition avec d'autres groupes
- La conception d'un problème sous un angle *moral* afin d'affirmer qu'un camp a raison et que l'autre a tort
- Le recours à une mentalité du *nous contre eux*, où l'autre camp se trouve démonisé
- L'usage de *symboles* et de sujets à forte charge émotionnelle pour représenter des conflits idéologiques plus vastes

## Les médias et l'information

Le mouvement anti-trans tire parti des médias et des modes de communication de différentes manières pour mener sa guerre culturelle<sup>9</sup>. Il recourt aux réseaux sociaux avec des attaques coordonnées ou spontanées pour atteindre ses objectifs<sup>9</sup>. La majorité des personnes interrogées (19 personnes) ont signalé ce phénomène, et nous avons identifié d'autres cas dans le cadre de l'analyse médiatique. Parmi les tactiques employées, citons :

- Les signalements abusifs de contenus sur les réseaux sociaux (liés ou non aux questions trans) ou des tentatives de suppression de comptes transaffirmatifs sur les réseaux sociaux
- L'effet de meute (dogpiling), qui consiste à inonder les réseaux sociaux de commentaires critiques ou haineux
- La divulgation de données personnelles (doxing), qui consiste à divulguer des informations permettant d'identifier une personne militante ou professionnelle transaffirmative
- Les publications croisées malicieuses, comme partager des vidéos TikTik transaffirmatives sur Twitter dans le but de fomenter des discours haineux
- Les plus gros comptes qui attisent la colère de leurs abonné.es sur les réseaux sociaux
- L'hameçonnage, qui vise à tromper les personnes et les organismes pour qu'elles révèlent des informations sensibles.

Le mouvement anti-trans passe aussi par les médias traditionnels, comme l'ont indiqué neuf des personnes interviewées et des recherches précédentes<sup>9,10</sup>. Cela comprend la publication d'articles et de textes d'opinion, ainsi que le journal télévisé dans des médias de droite tels que Rebel News, True North et Fox News. Cependant, les médias grand public servent aussi à propager un discours anti-trans, de la désinformation et de la mésinformation; des enquêtes pièges à clics sur la détransition ou des lettres d'opinion sensationnalistes sur des femmes trans dans des prisons pour femmes.

Dix personnes interrogées ont abordé la diffusion de la mésinformation et de la désinformation. Les campagnes de désinformation coordonnées misent sur les algorithmes afin de se propager sur les réseaux sociaux, dans la presse écrite, sur les forums en ligne et dans les chaînes de nouvelles<sup>6</sup>. Parmi les thèmes récurrents, citons la désinformation sur les identités, les droits et les soins de santé des personnes trans<sup>6</sup>. Les « propagandistes manient des parcelles de vérité et la division pour influencer l'opinion publique »<sup>9</sup>. Deux personnes interrogées ont cité des cas précis de désinformation au moyen de dépliants, dont l'un faisait la promotion d'une fausse heure du conte BDSM pour enfants. La personne prestataire de services F a été ciblée sous prétexte de vendre des jouets sexuels aux enfants. L'analyse médiatique révèle pour sa part qu'un média de droite a dénaturé à plusieurs reprises les résultats d'un sondage pour légitimer sa posture.

Malheureusement, la désinformation entraîne de véritables conséquences : elle accroît la méfiance à l'égard des médias traditionnels et contribue à renforcer le sentiment d'appartenance des personnes anti-trans à leur communauté<sup>9</sup>. Comme l'ont souligné les personnes interrogées, la désinformation et la mésinformation modifient également les lois et influencent l'éducation en santé sexuelle dans les écoles.

**Mésinformation:**  
diffusion d'information fausse

**Désinformation:**  
diffusion d'informations délibérément fausses ou trompeuses



## Les tactiques institutionnelles



### Qu'est-ce que la politique 713?

La politique 713 établit des exigences minimales pour rendre les écoles sécuritaires pour les élèves 2S/LGBTQIA au Nouveau-Brunswick. Adoptée en 2020, la politique a fait l'objet d'une campagne publicitaire en mai 2023 qui a déclenché un tollé dans l'opinion publique.

La levée de boucliers a entraîné la modification de la politique en août 2023, de façon à compromettre la sécurité et l'autonomie des jeunes trans. Désormais, les écoles doivent demander le consentement des parents avant de respecter le nouveau nom ou les nouveaux pronoms des jeunes de moins de 16 ans<sup>23</sup>.

Une tactique associée à la désinformation consiste à interdire la diffusion d'informations fiables sur les sujets queer et trans, par exemple en interdisant certains livres dans les écoles et dans les bibliothèques ou en limitant l'éducation sexuelle et de genre dans les écoles<sup>5</sup>. Ainsi, en 2023, Planned Parenthood, un organisme tiers qui offre de l'éducation sexuelle, a été interdit des écoles en Saskatchewan. Désormais, ces sujets doivent uniquement être traités par les membres du corps enseignant.

Un éventail de tactiques institutionnelles a été recensé par la moitié des personnes interrogées (11 personnes) et par l'analyse médiatique. Le premier type de tactique est le recours de gens ordinaires aux voies institutionnelles. Par exemple, le ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick a reçu une vague de plaintes au sujet de la politique 713. Une enquête journalistique a identifié plus de 600 pages de lettres, de messages téléphoniques et de courriels adressés au ministère; seules quatre de ces pages dataient d'avant sa contestation massive<sup>23</sup>.

Les gens ordinaires du mouvement anti-trans se servent aussi des voies institutionnelles en écrivant à leurs élu.es et en lançant des pétitions<sup>22</sup>. Au Québec, une pétition contre le financement public des heures du conte drag a recueilli plus de 23 000 signatures. Quatre personnes interrogées ont parlé de personnes qui détournent des réunions de conseils scolaires, des rencontres parents-enseignant.es et des assemblées publiques pour faire passer des messages anti-trans, et qui vont même jusqu'à briguer un poste dans un conseil scolaire avec une plateforme anti-trans. Cinq personnes interrogées ont fait l'objet de plaintes directes en raison de leur activisme ou de leur travail. Certain.es militant.es anti-trans ont par ailleurs contacté un organisme subventionnaire pour annuler le financement accordé à un groupe.

Certaines de ces tactiques correspondent à du lobbying anti-trans, qui vise à modifier les politiques publiques pour restreindre les droits des personnes trans<sup>6</sup>. Ce lobbying comprend, notamment, les pressions contre la législation anti-discrimination, contre la législation prévoyant des soins de santé aux jeunes trans ou contre la législation sur la participation sportive des personnes trans selon leur identité<sup>24</sup>.

Un autre type de tactique concerne les professionnel.les qui profitent de leurs postes pour nuire aux personnes trans. Comme son organisme plaide en faveur de politiques transaffirmatives au sein de son université, Hale a été la cible de professionnel.les à plusieurs reprises. Les repréailles contre son activisme ont pris une forme institutionnelle : Hale a reçu une lettre d'avertissement formelle, elle a fait l'objet d'une enquête et a même été victime de discrimination lorsqu'elle a posé sa candidature à un poste au sein de son établissement. L'embauche d'universitaires anti-trans pour des conférences ou des postes permanents<sup>12</sup> figure aussi parmi les moyens employés pour mettre en œuvre cette tactique.

Le dernier type de tactique institutionnelle réside dans la mobilisation des établissements, petits et grands, en faveur du mouvement anti-trans. À petite échelle, il peut s'agir d'un organisme qui fait une déclaration publique anti-trans:

**« Et puis [l'église locale] a fait une énorme déclaration. Elle a dit qu'elle n'appuyait pas la communauté trans, qu'elle n'appuyait pas les 2S/LGBT, absolument rien. » – Mia**

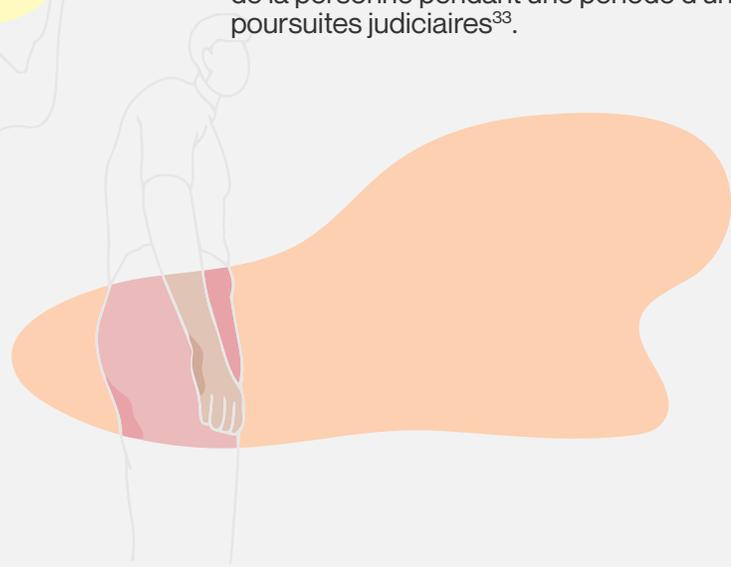
Un autre exemple est la certification « profamille » d'écoles pour affirmer qu'elles sont anti-choix et qu'elles protègent les enfants de l'endoctrinement<sup>22</sup>.

À plus grande échelle, les gouvernements déploient des efforts pour soutenir le mouvement anti-trans. Depuis 2019, le gouvernement du Québec finance un organisme connu pour son féminisme radical qui exclut les personnes trans (TERF) à raison de 143 000 \$ pour la seule année 2022-2023<sup>25</sup>. En décembre 2023, ce même gouvernement a octroyé 800 000 \$ à un « comité de sages » qui a pour tâche de réfléchir à l'identité de genre. Les trois sages sont des personnes cis, dont certaines avec des liens TERF<sup>26</sup>.

Citons aussi l'exemple de gouvernements qui modifient des politiques et des lois de sorte à exposer les personnes trans à la discrimination, notamment avec les projets de loi sur les salles de bain<sup>7</sup>. Malheureusement, le contrecoup et la refonte de la politique 713 ont incité les gouvernements provinciaux partout au pays à emboîter le pas. Des changements similaires sont devenus un enjeu électoral au Manitoba en septembre; la Saskatchewan a adopté sa « Déclaration des droits des parents » (Parents' Bill of Rights) en octobre; et l'Alberta a annoncé des changements de politique à venir en janvier 2024. Le recours à la clause dérogatoire par le gouvernement de la Saskatchewan constitue un moyen pour le moins préjudiciable de soutenir le mouvement anti-trans.

### **Qu'est-ce que la clause dérogatoire?**

Au Canada, les gouvernements à l'échelle fédérale et provinciale sont tenus de respecter les droits de la personne. Cependant, cette responsabilité peut être contournée par le recours à la « clause dérogatoire ». En vertu de cette clause, les gouvernements peuvent adopter des mesures contraires aux droits de la personne pendant une période d'un maximum cinq ans, sans encourir de poursuites judiciaires<sup>33</sup>.





## Les manifestations

Les manifestations font partie des tactiques courantes du mouvement anti-trans, comme l'ont souligné près des deux tiers de nos participant.es (14 personnes). Elles varient en nombre, d'une poignée de protestataires anti-trans à des milliers, la plus importante de ces manifestations étant la 1 Million March 4 Children nationale à l'automne 2023.

Les participant.es ont recensé différents sujets de ralliement pour les protestataires anti-trans :

- 
- Contre la Fierté et les événements de la Fierté
  - Contre l'inclusion des femmes trans et des personnes transféminines dans les lieux genrés
  - Contre les heures du conte drag
  - Contre les professionnel.les qui accompagnent les jeunes trans
  - Contre l'enseignement ou la diffusion d'information sur le genre ou la sexualité
  - Pour des politiques scolaires destinées à protéger les droits des parents

Les manifestations anti-trans mentionnées par les personnes interrogées sont survenues dans divers endroits :

- Des écoles et les conseils scolaires
- Des bâtiments gouvernementaux comme l'hôtel de ville et l'Assemblée législative provinciale
- Des domiciles d'élu.es
- Des viaducs d'autoroutes
- Des bibliothèques publiques
- Des centres communautaires et des événements sportifs
- Des galas
- Commerces détenus par des personnes queer
- Dans leur quartier ou celui d'un organisme, y compris les quartiers queer

Des tactiques précises sont employées lors des manifestations anti-trans. Il s'agit notamment d'empêcher les personnes de se rendre à des événements trans ou queer, de faire circuler des messages haineux et de se filmer à des fins de propagande<sup>27</sup>.

Les protestataires anti-trans recourent expressément à des manœuvres d'intimidation : essayer d'effrayer les personnes pour les dissuader de participer à un événement trans ou queer; filmer les interactions avec les manifestant.es pro-trans; et provoquer des confrontations<sup>27</sup>. Trois personnes interviewées ont mentionné d'autres tactiques d'intimidation, comme « hurler des grossièretés » et des insultes, « s'approcher très près du visage, hurler très fort, avec énormément de colère » et former des groupes pour suivre les contre-manifestant.es à leur départ (Ken, Anric, et Z).

## La violence

Le mouvement anti-trans s'appuie par ailleurs sur la violence, dont plus de la moitié des personnes interrogées ont fait état (13 personnes). Il n'est pas surprenant que le mouvement anti-trans recoure à la violence contre des personnes trans et des organismes transaffirmatifs pour atteindre ses objectifs.

Cinq entretiens ont fait mention de vandalisme envers leurs résidences et leurs organismes, envers des entreprises locales transaffirmatives et des passages pour piétons de la Fierté. Ces actes comprennent des graffitis haineux, la destruction de décorations de la Fierté, le bris de fenêtres et, dans deux cas, le dépôt de cadavres d'animaux.

Les personnes trans vivent un risque de harcèlement tout particulier. Dans l'étude Trans PULSE<sup>28</sup>, 34 % des participant.es ont déclaré avoir subi des menaces verbales ou du harcèlement (n=433). La majorité des personnes que nous avons interrogées (19 d'entre elles) ont été victimes d'au moins un type de communication haineuse et la moitié d'entre elles (11 personnes) ont subi du harcèlement verbal. Parmi les communications haineuses et le harcèlement verbal, citons :

- Des questions malveillantes et des débats sur la transidentité
- Des messages, des courriels, des lettres, des appels téléphoniques, des tirades en personne et même des hurlements haineux
- L'utilisation d'insultes et de discours haineux<sup>13</sup>
- L'invalidation du genre des personnes trans, y compris par le mégenrage
- L'instrumentalisation du visage des personnes en filmant ou en prenant des photos sans leur consentement
- Le partage de vidéos macabres
- L'incitation au suicide<sup>13</sup>

Des menaces ont été proférées à l'encontre de dix personnes interrogées, de leurs enfants et de leurs organismes, notamment :

- Des menaces de mort
- Des appels à faire adopter leurs enfants et des menaces de faire intervenir les services de protection de l'enfance
- Des menaces de viol
- Des menaces par arme à feu

Des menaces plus vagues ressortent de l'analyse médiatique, comme celles d'attaquant.es anti-trans qui affirment savoir où la personne habite et quand elle est à la maison.

Cinq personnes interrogées rapportent avoir subi du harcèlement physique, et deux d'entre elles affirment avoir été suivies ou harcelées dans la rue par des personnes anti-trans. Deux étudiant.es trans ont subi du harcèlement à l'école, et une personne rapporte la présence de manifestant.es devant la maison d'un.e élu.e. L'analyse médiatique révèle aussi des cas de harcèlement de rue.

L'agression fait malheureusement partie de l'arsenal de tactiques du mouvement anti-trans. D'après les données de l'étude Trans PULSE, 20 % des personnes sondées ont subi une agression physique ou sexuelle en raison de leur transidentité<sup>28</sup>. Quatre de nos participant.es affirment avoir subi ou avoir été témoins d'agressions, notamment lors de manifestations, comme se faire agripper, pousser, frapper, parfois même à coups de poing. L'analyse médiatique fait également état d'agressions, d'agressions armées et d'agressions contre la police lors de manifestations.

Le cas d'agression le plus violent répertorié correspond à l'agression au couteau d'un membre du corps enseignant en études de genre et de deux étudiant.es à l'Université Waterloo en juin 2023.

Enfin, le meurtre de personnes trans peut servir de tactique anti-trans. Une étude récente<sup>5</sup> a analysé l'évolution du discours anti-trans, de la législation anti-trans et de la violence meurtrière contre les personnes trans aux États-Unis, de 2015 à 2022. Selon les autrices, ces trois phénomènes ont progressé en corrélation les uns avec les autres au cours de cette période. Nous ne pouvons donc pas (encore) prouver que le discours et les lois anti-trans incitent les personnes anti-trans à assassiner des personnes trans, mais nous disposons de données très inquiétantes.

## Des tactiques intersectionnelles

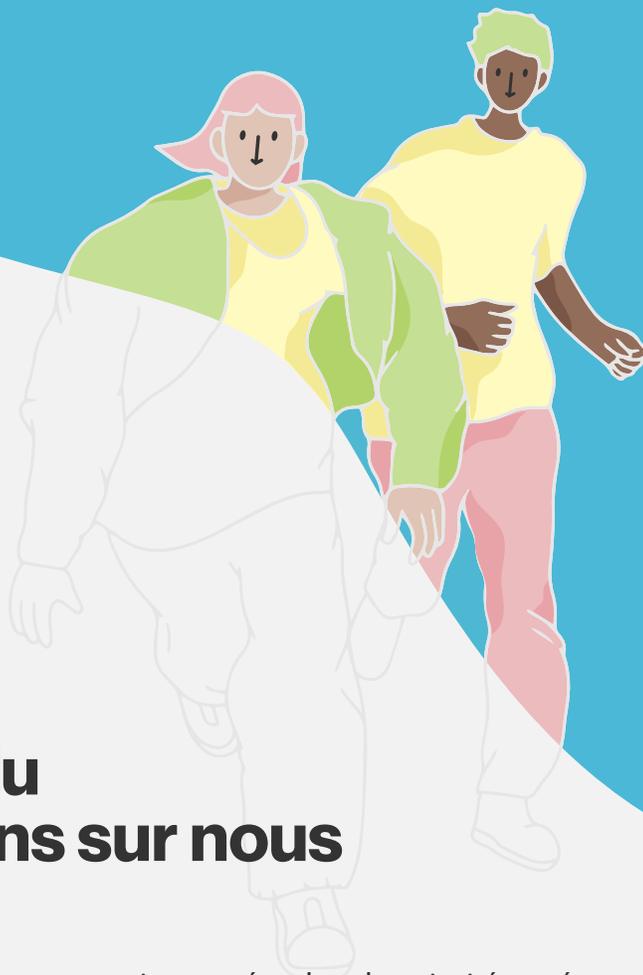
Le mouvement anti-trans mise sur d'autres formes de haine pour étayer ses tactiques. L'une d'entre elles consiste à exploiter la transmisogynie. Ainsi, les femmes trans et les personnes transféminines se voient explicitement exclues des espaces réservés aux femmes<sup>29</sup>. Citons aussi, l'année dernière, le boycottage des barres de chocolat Hershey, après la participation d'une femme trans canadienne à leur campagne promotionnelle<sup>30</sup>.

L'intersection entre la transphobie et le racisme a été soulevée dans sept entretiens. Quatre participant.es ont déclaré que des agresseurs anti-trans ont employé des termes et symboles nazis. Deux participant.es, ainsi qu'une personne chercheuse, ont subi ou ont été témoins d'insultes racistes et antisémites<sup>13</sup>. Trois activistes trans racisé.es soupçonnent avoir été visé.es spécifiquement en raison du recoupement entre la transphobie et le racisme :

**« Je me suis fait harceler en tant que femme trans et en tant que personne racisée. » – Hale**

La citation de Hale plus haut illustre l'intersection entre la transmisogynie et le racisme. Malheureusement, ce constat est sans surprise puisqu'une étude<sup>31</sup> a révélé que 45,8 % des femmes trans ont déclaré avoir subi des crimes haineux transphobes et que la race ou l'appartenance ethnique avait une incidence sur le type de crime haineux (n=629). Dans cette étude, les femmes trans noires et latinas couraient davantage de risques de subir des agressions armées.





## Les répercussions du mouvement anti-trans sur nous

### Les répercussions sur les personnes

Dix-neuf des personnes interrogées, donc la majorité, ont éprouvé des réactions émotionnelles après avoir été la cible du mouvement anti-trans, soit à titre personnel ou comme membre d'un organisme transaffirmatif. Neuf personnes ont déclaré avoir peur, ce qui en fait la réaction la plus courante, dont la peur de perdre son emploi et la peur d'une intervention des services de protection de l'enfance. Huit personnes, donc le tiers des participant.es, ont signalé des symptômes apparentés au TSPT, comme des traumatismes, des éléments déclencheurs, de l'hypervigilance et de l'agoraphobie. Cinq des personnes interrogées ont ressenti de la colère ou de la frustration. Quatre d'entre elles font état d'anxiété et de crises de panique, tandis que quatre autres se sentent découragées ou déçues. Quatre participant.es éprouvent un sentiment de responsabilité à l'égard de la communauté trans ou s'interrogent sur leurs responsabilités. Voici d'autres émotions mentionnées dans trois entretiens ou moins : des émotions compliquées, l'inquiétude et l'insécurité, la méfiance, la culpabilité, l'impuissance et la souffrance. Ces expériences négatives ont aussi aggravé la transphobie intériorisée d'une personne :

**« Je dirais que ç'a définitivement eu des effets sur ma santé mentale et la chose la plus triste que je ressens, c'est la transphobie intériorisée. Juste à cause de la réaction des gens envers les personnes trans et de leur façon de traiter les personnes trans, j'ai vraiment eu l'impression que si je faisais mon coming out trans, on penserait que je suis autre et personne ne m'aimerait plus jamais. [...] C'est sûr, ç'a empiré les choses. C'est parce que le contexte est comme ça. La façon dont je me vois, mon estime de moi et ma confiance en moi ont vraiment été affectées par la façon dont le monde traite les personnes trans. » – JoJo**

Six participant.es ont subi des conséquences physiques et matérielles en lien avec les activités anti-trans. Deux personnes sont soudainement devenues bien plus connues. Deux activistes trans racisé.es ont subi des représailles au travail ou dans leur recherche d'emploi, ce qui a affecté leur sécurité matérielle. L'insomnie de l'une des personnes interviewées s'est aggravée de sorte qu'elle a dû recourir à des médicaments. L'accès aux soins de santé est devenu plus difficile pour une personne trans racisée avec un handicap et son enfant trans, d'autant plus que les deux ont subi du harcèlement et de l'agression en tentant d'accéder à des soins d'affirmation de genre :

**« Une grande partie de cette mobilisation anti-trans et de la montée du sentiment anti-trans, c'est que ça devient vraiment difficile de savoir jusqu'où ton médecin va aller pour toi. Tu sais, y'a des trucs comme la clinique de genre, même à l'hôpital, c'est vraiment de la marde. » – Natasha**

Par ailleurs, cinq participant.es ont parlé des effets sur leurs relations et leur communauté. Parmi ceux-ci, citons les conséquences négatives sur les relations amoureuses et familiales, la perte d'amitiés et l'isolement de la communauté. Jojo, une personne transmasculine chinoise, ressent de l'isolement de la communauté chinoise, source de certaines attaques anti-trans qu'il a subies, ainsi que de l'isolement de la communauté trans, à majorité blanche. Mia, une personne chrétienne non binaire, ressent de l'isolement à la fois de la part de la communauté religieuse, souvent anti-queer, et de la part de la communauté queer, souvent méfiante à l'égard de la religion. Une autre personne vit un sentiment de trahison pour les personnes, les enfants et les enseignant.es trans de la part de la communauté élargie en raison de son adhésion au mouvement anti-trans :

**« C'est la communauté qui trahit les prestataires de services, les enfants de la communauté, les enseignant.es dans les écoles... Les personnes issues de la diversité de genre sont partout. » – Juno**

Certaines personnes trans racisées et avec un handicap ont subi des effets intersectionnels, dont nous avons déjà traité dans les paragraphes plus haut. De plus, deux participant.es racontent comment les privilèges dont jouissent certaines personnes différencient considérablement les effets du mouvement anti-trans sur leurs vies :

**« L'hostilité qu'on s'attire lorsqu'on milite en tant que personne trans racisée et en tant que personne trans-féminine, c'est beaucoup plus dangereux que pour les personnes qui vivent moins d'intersections identitaires. » – Hale**

Pugicorn aborde aussi les privilèges économiques et d'études de sa famille dans le contexte des effets du mouvement anti-trans. Elle explique que ses deux enfants trans vivent des expériences très différentes de la transidentité et du mouvement anti-trans, car un enfant semble cis, ce qui n'est pas le cas pour l'autre.

## Les répercussions sur les organismes

La plupart des personnes interrogées, c'est-à-dire 17 d'entre elles, sont membres d'organismes transaffirmatifs qui ont été ciblés par le mouvement anti-trans, et 14 d'entre elles ont constaté des conséquences sur leurs organismes.

Cinq personnes rapportent des effets sur les populations servies par ces organismes transaffirmatifs. L'organisme de femmes A et le conseil scolaire A ont constaté une baisse de leur portée sur les réseaux sociaux et une baisse de fréquentation à leurs événements. Les événements pédagogiques du prestataire de services F ont été annulés par le conseil scolaire local. Sur une note plus positive, le prestataire de services D et l'organisme queer A ont constaté une hausse du nombre de personnes bénéficiant de leurs services, à raison de 400 nouvelles personnes pour ce dernier. Cependant, Wren remarque la frustration de la clientèle du prestataire de services D, en raison d'une hausse de la demande pour des services de santé mentale transaffirmatifs, ce qui a entraîné des listes d'attente plus longues.

Le personnel ressent également des effets. Douze personnes interrogées ont évoqué des répercussions émotionnelles propres aux employé.es, comme la difficulté à accomplir ses tâches et à faire preuve de professionnalisme face à des agresseurs. Comme le souligne Norah, « c'est difficile parce que non seulement c'est mon identité, mais c'est aussi mon travail, tu sais, c'est tellement important pour moi ». Quatre participant.es soulignent les effets physiques et émotionnels sur les membres du personnel, qui se sentent à bout de force et épuisé.es. Comme l'explique une personne participante :

**« Chaque fois que je m'assois pour lire le projet de loi anti-trans afin de mieux en parler, j'ai l'impression de perdre un an de ma vie. C'est épuisant. Devoir être spécialiste de la transphobie parce qu'on est une personne trans. » – Levi**

Ces conséquences sont si néfastes qu'Alex a démissionné du conseil scolaire A, tandis que des membres du conseil d'administration ont démissionné de l'organisme queer A.

Les attaques anti-trans nuisent aussi à la capacité organisationnelle en raison des démissions et parce que le fait de subir ces attaques et d'y répondre accapare beaucoup de temps et d'énergie au détriment des tâches courantes.

## Les effets sur la communauté élargie

Les attaques anti-trans touchent l'ensemble de la communauté, y compris les personnes trans, les membres des corps étudiants et enseignants, comme le soulignent dix personnes interviewées. Huit d'entre elles signalent des effets émotionnels sur la communauté : six personnes évoquent la peur, une personne parle de la frustration et un autre de l'hypervigilance. L'analyse médiatique et les recherches antérieures abordent aussi les effets émotionnels sur la communauté, notamment la façon dont la discrimination et la déshumanisation constantes peuvent nuire aux jeunes personnes trans et entraîner des idées et des comportements suicidaires<sup>28</sup>.

Deux participant.es abordent les conséquences sur le développement et la transmission de connaissances fiables au sein de la communauté, dont le manque d'éducation sexuelle. Joe évoque les risques de mener des recherches sur la transidentité et d'en apprendre davantage sur les besoins de la communauté trans, alors que des personnes chercheuses et praticiennes subissent des attaques pour leur travail.

Cependant, Bryn a identifié un effet positif en remarquant une hausse de la mobilisation et de l'engagement dans son réseau, notamment parmi les parents ainsi que les enseignant.es et les pédagogues.

# Réagir et riposter au mouvement anti-trans

## On continue à se battre pour la bonne cause

La majorité des participant.es, 17 personnes, décrivent comment elles, leur organisme et leur communauté ont réagi aux attaques anti-trans en continuant à se battre pour la bonne cause. Voici comment les personnes ont réagi :

- Elles se sont défendues et ont contesté les plaintes déposées contre elles
- Elles ont nourri l'espoir chez les autres
- Elles sont restées visibles
- Elles ont utilisé l'humour pour surmonter les épreuves
- Elles ont fait preuve de croissance personnelle dans leur manière de répondre aux attaques

Les organismes ont continué à se battre pour la bonne cause de bien des façons :

- Ils ont poursuivi et élargi leurs services et leurs événements
- Ils ont appliqué des politiques existantes et en ont révisé d'autres
- Ils se sont montrés plus ouvertement politiques

Cinq personnes interrogées précisent que le personnel trans des organismes menait souvent la réaction et la riposte aux attaques anti-trans. Cependant, cela impliquait souvent du travail supplémentaire et même non rémunéré, comme se réveiller tôt pour gérer les réseaux sociaux avant les événements. Alex et ses collègues trans se trouvaient en première ligne et devaient demander au conseil scolaire A : « Hé, vous savez, qu'est-ce que cet organisme va faire pour assurer notre sécurité, pour assurer la sécurité des personnes trans qui assistent à l'événement? »

Les communautés ont continué à se battre pour la bonne cause en s'organisant, ce dont ont parlé la moitié de nos participant.es (11 personnes). Elles ont notamment restauré les passages pour piétons de la Fierté vandalisés, collecté des fonds pour restaurer les locaux d'organismes et fait du démarchage sur le campus pour faire participer les gens à des mobilisations. Un groupe d'enfants et leurs parents ont même recouvert une patinoire locale de dessins à la craie et de messages d'affirmation la nuit avant une contre-manifestation. Un quartier queer a créé une installation à partir d'affiches anti-drag pour montrer son soutien aux artistes drag.

## Imiter les tactiques anti-trans

L'analyse médiatique et les participant.es ont insisté sur la nécessité de riposter aux attaques anti-trans en imitant leurs tactiques. Par exemple, 13 participant.es ont déclaré contrer la désinformation à l'échelle personnelle, au sein d'un organisme et dans leur communauté. L'analyse médiatique fait aussi ressortir cette tactique. En voici quelques éléments :

- La mise sur pied d'ateliers
- La création d'infographies, de contenu pour les réseaux sociaux, et de campagnes étayées par la science
- L'analyse de la mésinformation et de la désinformation par la discussion
- La sensibilisation des élèves et du corps enseignant aux lois, aux politiques anti-trans ainsi que les failles exploitées
- L'utilisation de guides et d'outils existants
- L'obtention d'entretiens dans les médias traditionnels et la publication de lettres d'opinion

Huit participant.es ont déclaré avoir adopté des tactiques institutionnelles, qui ont aussi figuré dans l'analyse médiatique. Voici quelques tactiques institutionnelles individuelles et populaires :

- Porter plainte
- Se présenter à des assemblées et à des réunions
- Participer à des campagnes de lettres et de pétitions

Les organismes transaffirmatifs et alliés ont eu recours aux tactiques institutionnelles suivantes :

- Publier des déclarations publiques, telles que celle des 200 groupes de femmes pour affirmer leur solidarité avec les femmes trans
- Contester les politiques et les lois anti-trans par des poursuites judiciaires
- Élaborer des politiques propres aux conseils scolaires locaux pour résister aux directives anti-trans du ministère de l'Éducation
- Soumettre des rapports dénonçant des politiques anti-trans à titre de responsable de la médiation ou de la protection citoyenne

Parmi les tactiques institutionnelles déployées par les gouvernements, citons :

- Proposer des résolutions pour condamner le mouvement anti-trans
- Voter, comme élu.e, contre son propre parti pour dénoncer des politiques anti-trans

Des personnes et des organismes ont participé à la planification, à la diffusion d'informations et à la participation à des contre-manifestations pro-trans. Cette tactique a été évoquée dans dix entretiens et dans l'analyse médiatique. Dans certains cas, les contre-manifestant.es étaient en plus grand nombre que les manifestant.es anti-trans :

**« Selon les médias, environ 200 personnes se sont présentées à la contre-manifestation. Alors qu'il y avait peut-être entre 20 et 25 manifestant.es. Nos nombres étaient donc largement supérieurs aux leurs. » – Ken**

Voici quelques-unes des tactiques adoptées par les contre-manifestant.es pro-trans :

- Faire du bruit pour étouffer les slogans et les discours anti-trans, par exemple en utilisant des instruments, des casseroles et des systèmes de haut-parleurs
- Bloquer les pancartes haineuses et créer des obstacles à l'aide d'immenses bannières en tissu
- Avoir des confrontations physiques avec des manifestant.es

## La présence d'allié.es

Six entretiens ont fait état d'allié.es qui luttent contre les attaques anti-trans. Cela comprend des membres cis de la communauté queer, des parents, des membres de la municipalité, des figures religieuses, des organismes pour les jeunes et des syndicats, ainsi que des élu.es. Un conseil municipal a notamment refusé de revoir sa politique lorsque des personnes anti-trans ont perturbé une réunion. Une personne interrogée raconte que sa patronne, une femme blanche, s'est servie de ses privilèges pour obtenir du soutien juridique et financier pour leur collègue autochtone victime d'agression policière lors d'une contre-manifestation. Même au sein de la communauté trans, des personnes avec plus de privilèges ont soutenu une femme trans :

**« Le reste de la journée, j'avais un groupe d'hommes trans qui restait là, juste pour s'assurer que personne ne revienne et que, si ç'arrivait, un tas de gens se jetteraient sur eux. » – Charlotte**

Levi a partagé une certaine frustration face à de la solidarité maladroite. Parfois, le personnel de l'école lui demandait des conseils pour répondre aux parents inquiets de la protection de leurs enfants. D'autres fois, les employé.es venaient compatir avec Levi à propos de plaintes déposées à son encontre. Levi en conclut que les allié.es devraient acquérir certaines notions de leur propre chef.

Quatre participant.es ont expliqué comment leurs allié.es ont failli à la tâche. Par exemple, les conseils scolaires et les syndicats d'enseignement se déclaraient pro-trans en privé, mais ne se présentaient jamais en personne ou n'affirmaient jamais publiquement leur soutien. Notons aussi l'absence d'appui des universités et des réseaux sociaux, ou parfois même les préjudices infligés aux personnes trans et aux organismes transaffirmatifs.

## Assurer la sécurité et le bien-être

### Se désinvestir de la police

Huit participant.es ont déclaré avoir fait appel à la police, individuellement ou à titre d'organismes transaffirmatifs, à la suite d'attaques anti-trans. Quatre ont indiqué que la police a procédé à des arrestations et, dans un cas, que l'agresseur a reçu une condamnation pour crime haineux. Cependant, neuf personnes ont évoqué le manque d'efficacité de la police face aux manifestations et aux violences anti-trans, un problème également soulevé par l'analyse médiatique. Celle-ci révèle que la police a procédé à des arrestations lors de manifestations pour voies de fait, voies de fait armées, voies de fait sur des agents de police, méfaits, troubles de l'ordre public et contenu haineux. Toutefois, certaines de ces interventions ont visé des contre-manifestant.es pro-trans. Selon un.e participant.e, la police de sa région a réagi en interdisant les manifestations et les contre-manifestations. Une autre personne a déclaré qu'au moins une des trois arrestations survenues lors d'un événement récent visait un.e contre-manifestant.e pro-trans. Fait révélateur, la seule personne interrogée qui a parlé de façon généralement positive de la réaction policière est une personne alliée, cis et hétéro, dont l'organisme ne travaille pas principalement avec des personnes trans.

En plus de son manque d'efficacité, la police n'est pas sécuritaire pour les communautés trans. Dans le cadre du projet Trans Access to Justice<sup>2</sup>, plus d'une personne interrogée sur cinq a subi du harcèlement et de la violence de la part de la police (n=703). Cette statistique s'élève à 24 %, donc une personne sur quatre, dans le cadre du projet Trans PULSE<sup>28</sup>. Les personnes trans racisées et celles qui font du travail du sexe risquent davantage de subir de la violence policière. Près de la moitié (46 %) des travailleur.euses du sexe qui ont participé au projet Access to Justice avaient été victimes de violences policières, contre 16 % pour les autres personnes (19 % des répondant.es étaient des travailleur.euses du sexe). Plus d'un.e répondant.e autochtone sur trois (35 %) avait subi de la violence et du harcèlement de la part de la police, contre 22 % des participant.es allochtones (8,7 % des participant.es étaient autochtones)<sup>2</sup>.

Dans la présente étude, six personnes interrogées ont déclaré que la police n'était pas sécuritaire pour les communautés trans. Deux participant.es ont déclaré avoir été témoins de violences policières envers des contre-manifestant.es pro-trans. Une des personnes interrogées a rapporté qu'un.e collègue autochtone, ayant manifesté en faveur de l'heure du conte drag, avait subi une agression policière. Deux participant.es considèrent que la police a des liens avec le mouvement anti-trans. Selon une de ces personnes, cela rend la police peu rassurante pour les personnes trans racisées :

**« Et on ne peut vraiment rien faire ici à [nom de la ville], si on est une personne racisée, comme appeler les flics quand on sait que les flics sont main dans la main avec le convoi [de la liberté]. Et surtout quand on a un enfant trans à la maison, c'est impossible. » – Natasha**

Comme la police n'est pas sécuritaire pour les personnes trans, les organismes queer E et F ont établi une politique pour éviter de faire appel à la police, notamment en ne l'invitant pas aux événements de la Fierté. Alex a demandé des mesures similaires auprès du conseil scolaire A. Au sein de l'organisme queer F, la police constituait un dernier recours dans des situations précises, comme des menaces à l'arme à feu. Sinon, on contactait la police au moyen de la ligne téléphonique non urgente, par exemple lors du vandalisme des passages pour piétons de la Fierté.

Six participant.es privilégient plutôt des solutions de rechange à l'intervention policière mises en place au sein des organismes et de la communauté :

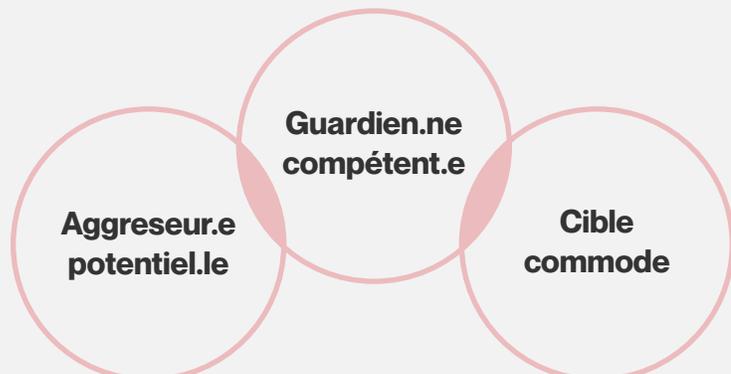
- Faire intervenir des personnes formées aux techniques de désescalade
- Demander aux membres de la communauté de vérifier un lieu avant la tenue d'un événement
- Demander aux personnes plus privilégiées d'utiliser leur corps comme boucliers lors des contre-manifestations
- Mettre en place de la surveillance de quartier et de la surveillance policière
- Documenter et suivre les personnes mal intentionnées
- Plaider pour la réaffectation des fonds destinés à la police vers les services sociaux
- S'engager dans l'entraide solidaire et les soins communautaires

Les participant.es ont décrit de nombreux mécanismes de prévention situationnelle afin d'assurer la sécurité des personnes, des organismes et de l'ensemble de la communauté.

## Mettre en œuvre des mesures de sécurité

### Qu'est-ce que la prévention situationnelle?

La prévention situationnelle est un concept issu de la criminologie. Selon ce concept, les occasions de commettre des crimes se produisent dans un contexte où une personne susceptible d'attaquer et une cible intéressante se rencontrent, en l'absence d'une personne gardienne compétente<sup>32</sup>.



En partant de ce concept, changer certaines caractéristiques du contexte peut diminuer les risques d'attaques anti-trans :

- Rendre les cibles potentielles moins visibles ou moins intéressantes pour les assaillant.es
- Décourager les personnes susceptibles d'attaquer
- Avoir des personnes gardiennes compétentes présentes, à savoir des témoins potentiels<sup>32</sup>

La prévention situationnelle peut s'apparenter à blâmer les victimes si on estime que les gens ont la responsabilité de se protéger eux-mêmes contre les crimes et autres agressions. Précisons que les agressions ne sont jamais la faute de la victime. Cependant, les mesures de prévention aident les membres de la communauté à se sentir beaucoup plus en sécurité et elles réduisent les torts causés par les agressions.

Dans le cadre de la prévention situationnelle, les activistes, les organismes et l'ensemble de la communauté rendent les cibles potentielles moins intéressantes pour les personnes susceptibles de les agresser en adoptant une approche stratégique de la visibilité. La moitié de nos participant.es, 11 personnes, ont expliqué les moyens employés pour assurer une bonne visibilité, par exemple :

- Éviter les transports en commun
- Retirer leur enfant trans de l'école
- Censurer leur présence en ligne ou celle de leur enfant
- Limiter la visibilité de leur organisme sur les réseaux sociaux
- Mettre des limites en matière de confidentialité
- Se retirer de situations dangereuses

Quatre des personnes interrogées rapportent avoir mis en œuvre des mesures de protection de l'identité et des informations personnelles du personnel au sein de leur organisme. Deux participant.es évoquent aussi l'importance de protéger leur identité et celle de leurs pairs lors des contre-manifestations.

De même, les personnes interrogées se sont rendues inintéressantes comme cible en adoptant une approche stratégique en matière de langage. Les personnes et les organismes ont fait preuve de stratégie quant à la terminologie employée pour s'assurer de ne pas attirer une attention malvenue. Par exemple, l'organisme queer E a fait pression pour retirer la mention des dilatateurs vaginaux lors de la modification d'une police d'assurance maladie. Le groupe de femmes A a choisi comme stratégie d'utiliser le terme « Fierté » plutôt que 2S/LGBTQIA, en raison de sa connotation moins politique.

Le Tableau 3 présente une synthèse des autres moyens de prévention situationnelle.



**Tableau 3****Moyens de prévention situationnelle pour améliorer la sécurité**

Où	Rapportés par	Comment
À la maison	4	<ul style="list-style-type: none"><li>• Adopter un gros chien</li><li>• Utiliser une caméra de sécurité résidentielle</li><li>• Se munir d'une arme non létale pour se défendre</li><li>• Ne plus organiser d'événements</li></ul>
Dans l'organisme	12	<ul style="list-style-type: none"><li>• Contrôler l'accès aux services, au personnel, aux événements et aux réseaux sociaux<ul style="list-style-type: none"><li>- Renvoyer les appels à la messagerie vocale</li><li>- Offrir des services par rendez-vous seulement</li><li>- Adopter une approche stratégique pour publiciser des événements</li><li>- Avoir quelqu'un à la réception</li><li>- Inscrire et vérifier les personnes participantes ou les membres</li></ul></li><li>• Améliorer la technologie<ul style="list-style-type: none"><li>- Améliorer la cybersécurité et les systèmes de sécurité</li><li>- Installer une sonnette à enregistrement vidéo</li><li>- Fournir des téléphones de travail au personnel</li></ul></li><li>• Dans les locaux<ul style="list-style-type: none"><li>- Installer des fenêtres incassables</li><li>- Entrer par la porte arrière</li><li>- Utiliser un système de jumelage</li><li>- Garder la porte verrouillée</li><li>- Expulser les personnes anti-trans des lieux.</li><li>- Choisir des lieux stratégiques pour les organismes et les événements</li></ul></li><li>• Faire preuve de préparation<ul style="list-style-type: none"><li>- Prévoir des mesures de sécurité avant les événements</li><li>- Suivre des formations en sécurité</li><li>- Désigner une personne pour éloigner les enfants de situations nuisibles</li></ul></li></ul>
Dans la communauté	8	<ul style="list-style-type: none"><li>• Dans les contre-manifestations<ul style="list-style-type: none"><li>- Avoir des équipes de sécurité</li><li>- Utiliser un système de jumelage</li></ul></li><li>• En général<ul style="list-style-type: none"><li>- Annuler les événements quand le risque est trop grand</li><li>- Expulser les personnes anti-trans des manifestations et les chasser de la ville</li></ul></li></ul>

## Prendre soin de soi et se soutenir

Au-delà de la prévention situationnelle, les deux tiers des participant.es (15 personnes) ont souligné l'importance de se montrer stratégique dans les interactions avec les personnes anti-trans. Ce constat s'applique en personne, mais surtout en ligne, à la fois pour les personnes et pour les organismes. Les participant.es conviennent que le dialogue est utile uniquement lorsque des questions ou des commentaires à première vue inappropriés ou offensants sont formulés de bonne foi. Dans le cas contraire, les personnes interrogées ont signalé et fait des captures d'écran de commentaires et ont bloqué les personnes qui les attaquaient sur les réseaux sociaux; elles ont raccroché le téléphone et ont ignoré les messages haineux. Cette décision visait notamment à éviter de légitimer un discours néfaste et à protéger les membres de la communauté susceptibles de lire des commentaires haineux en ligne.

La moitié des participant.es (11 personnes) ont réagi aux attaques anti-trans en prenant soin de soi et en se tournant vers la communauté. Ces pratiques consistent notamment à prendre des pauses, à se rappeler que ces attaques ne sont pas de notre faute, à reconnaître et à établir des limites. Prendre soin de soi, c'est aussi s'appuyer sur les autres, comme les ami.es, les proches et les professionnel.les en santé mentale. Sarah, la seule employée de son organisme, a également fait appel à des collègues d'autres organismes pour la soutenir.

Douze participant.es expliquent comment leur organisme a mis en œuvre des moyens pour assurer la sécurité et le soutien du personnel. Parmi eux, citons :

- Retirer le personnel de situations dangereuses
- Offrir plus de flexibilité et améliorer les avantages sociaux
- Retirer les membres inefficaces du conseil d'administration
- Établir des limites bien définies entre le travail et la vie privée
- Donner l'impression que le personnel est plus nombreux
- Faire de la place aux émotions, aux soins et au soutien
- Avoir un leadership qui protège les autres membres du personnel contre les plaintes

Malheureusement, Norah et Levi n'ont pas reçu le soutien de leurs organismes transaffirmatifs et cette lacune a eu de graves conséquences.

Dix participant.es décrivent les moyens mis en œuvre par leurs organismes pour assurer le bien-être de la population qu'ils servent; ces moyens ont été abordés dans la section précédente.

Un dernier moyen pour la communauté d'assurer son bien-être consiste à s'engager dans un débriefing communautaire après les contre-manifestations :

**« Dans certaines situations, on a parlé ensemble de trucs et, même si ça ne me fait pas nécessairement sentir en sécurité sur le coup, une fois qu'on est ensemble et qu'on en parle, ça m'a donné un sentiment de sécurité. Savoir qu'on vit la même chose et on demande à l'autre : "Qu'est-ce que tu as fait? Moi, j'ai fait telle chose et je n'ai pas trouvé ça utile". Et puis le fait de savoir que les gens veulent en savoir plus. J'ai eu l'impression de me sentir un peu plus en sécurité. » – Anric**

# Recommandations

1. Les personnes interrogées soulignent l'importance de **continuer à se battre pour la bonne cause et de ne pas reculer**. Elles ont aussi fait ressortir l'importance de la participation des personnes et des organismes alliés à cette lutte.
  - a. Nous demandons aux **structures et aux institutions** de s'allier à nous dans cette lutte, et de suivre des formations approfondies et continues afin d'assurer leur responsabilité dans les interactions avec notre communauté.
2. En tant qu'équipe de recherche, nous réitérons la nécessité de **se désinvestir de la police** pour répondre aux attaques anti-trans. La police met en danger les personnes trans, en particulier celles d'entre nous qui vivent à l'intersection de plusieurs identités. Nous encourageons vivement les organismes transaffirmatifs à revoir leurs politiques en conséquence.
  - a. Nous recommandons aux **gouvernements** de **(re)diriger intentionnellement des fonds considérables** vers des organismes communautaires qui œuvrent auprès des communautés bispirituelles, trans, non binaires et de la diversité de genre, y compris les organismes qui offrent des services de santé mentale et du soutien matériel.
3. Tout le monde gagnerait à **mettre en place des mesures de prévention** pour se protéger et protéger les autres d'attaques anti-trans. La préparation peut minimiser les conséquences de ces attaques sur les personnes, les organismes et les membres de la communauté.
4. Les organismes doivent **agir** pour protéger les membres du personnel qui sont pris.es pour cible.
5. Nous encourageons le recours à une **diversité de tactiques** pour lutter efficacement contre le mouvement anti-trans.
6. Les **recherches futures** sur le mouvement anti-trans devront se consacrer sur les expériences des personnes bispirituelles, trans, non binaires et de la diversité de genre noires, autochtones et racisées (PANDC). Cette recherche devrait être conçue et réalisée par des personnes trans PANDC, selon des méthodologies et des principes de recherche décoloniaux et antiracistes.



**En fait, j'ai aussi trouvé ça [...] très touchant de voir à quel point les gens se sont rassemblés et je pense que la créativité et l'étendue des stratégies ont été, ouais, vraiment émouvantes et aussi très inspirantes et je pense que c'est quelque chose dont je n'ai peut-être pas été témoin dans mes autres formes d'activisme avant. » – Bryn**

En guise de dernières réflexions, nous voulons rappeler aux personnes trans et à nos alliés que **le mouvement anti-trans est une coalition instable**. Il se compose de différentes factions aux valeurs incompatibles, ce qui risque d'entraîner des luttes intestines et, en fin de compte, l'effondrement de la coalition.

De même, nous devons continuer à **bâtir nos propres coalitions** avec des groupes de gauche, des groupes antiracistes et des groupes féministes intersectionnels. Ces groupes nous renforcent, car nos idéologies sont compatibles : nous cherchons toutes à améliorer les conditions matérielles des groupes opprimés.

**Ensemble, nous sommes plus fort.es que le mouvement anti-trans.**

## Endnotes

- 1 Leita, R. 2SLGBTQIA+ organizations rally for more funding, support amidst growing anti-gender movement | Future of Good. Future of Good (2023).
- 2 JusticeTrans. Points de vue 2STNBNCG sur l'accès à la justice : une évaluation des besoins juridiques. [https://justicetrans.org/wp-content/uploads/2023/09/Points\\_de\\_vue\\_2STNBNCG\\_sur\\_l\\_acces\\_a\\_la\\_justice-Rapport.pdf](https://justicetrans.org/wp-content/uploads/2023/09/Points_de_vue_2STNBNCG_sur_l_acces_a_la_justice-Rapport.pdf) (2022).
- 3 Marcoux Rouleau, A. Lessons from insiders: Embracing subjectivity as objectivity in victimology. *International Review of Victimology* 1–23 (2023) doi:10.1177/02697580231179489.
- 4 Ashley, F. Accounting for research fatigue in research ethics. *Bioethics* 35, 270–276 (2021).
- 5 Brightman, S., Lenning, E., Lurie, K. J. & DeJong, C. Anti-Transgender Ideology, Laws, and Homicide: An Analysis of the Trifecta of Violence. *Homicide Studies* 0, 1–19 (2023).
- 6 Billard, T. J. “Gender-Critical” Discourse as Disinformation: Unpacking TERF Strategies of Political Communication. *Women’s Studies in Communication* (2023).
- 7 Vipond, E. Trans Rights Will Not Protect Us: the Limits of Equal Rights Discourse, Antidiscrimination Laws, and Hate Crime Legislation. *Western Journal of Legal Studies* 6, (2015).
- 8 Pearce, R., Erikainen, S. & Vincent, B. TERF wars: An introduction. *The Sociological Review* 68, 677–698 (2020).
- 9 Action Canada for sexual health and rights. Campaigning to Win in a Time of Populist Politics. (n.d.).
- 10 Egale. Anti-Gender Politics in Post-Secondary Education in Canada. (2023).
- 11 Important Context About the “1 Million March 4 Children”. Canadian Anti-Hate Network [https://www.antihate.ca/1\\_million\\_march\\_4\\_children](https://www.antihate.ca/1_million_march_4_children) (2023).
- 12 House, C. C. A. ‘I’m Real, Not You’: Roles and Discourses of Trans Exclusionary Women’s and Feminist Movements in Anti-gender and Right-wing Populist Politics. *DiGeSt - Journal of Diversity and Gender Studies* 10, (2023).
- 13 Walker, A. Transphobic discourse and moral panic convergence: A content analysis of my hate mail. *Criminology* 61, 994–1021 (2023).
- 14 Dyer, J. et al. Media discourse in Canada on trans youth and parent advocacy. *Feminist Media Studies* 0, 1–17 (2023).
- 15 Koch-Rein, A., Haschemi Yekani, E. & Verlinden, J. J. Representing trans: visibility and its discontents. *European Journal of English Studies* 24, 1–12 (2020).
- 16 Adam Hunter. Civil liberties association calls Sask. government school naming and pronoun policy discriminatory. CBC Saskatchewan (web site) (2023).
- 17 Corrêa, S., Paternotte, D. & House, C. Contours, meanings and effects of anti-gender politics. in *Routledge Handbook of Sexuality, Gender, Health and Rights* (eds. Aggleton, P., Cover, R., Logie, C. H., Newman, C. E. & Parker, R.) 484–493 (Routledge, 2024).
- 18 Williams, C. The ontological woman: A history of deauthentication, dehumanization, and violence. *The Sociological Review* 68, 718–734 (2020).
- 19 Hines, S. Sex wars and (trans) gender panics: Identity and body politics in contemporary UK feminism. *The Sociological Review* 68, 699–717 (2020).
- 20 Ozten Shebahkeget. Manitoba library, drag queens deliver story time event as protesters gather outside. CBC Manitoba (web site) (2023).
- 21 Egale. Court decision finds use of “groomer” slur against drag performers to be rhetoric based on hurtful and hateful myths and stereotypes. Egale <https://egale.ca/egale-in-action/rad-v-webster/> (2023).
- 22 Graff, A. & Korolczuk, E. Anti-Gender Politics in the Populist Moment. (Routledge, London, 2022). doi:10.4324/9781003133520.

- 23 Alam, H. New Brunswick's Pride in Education day in May mobilized opposition to Policy 713. *St. Albert Gazette* (2023).
- 24 Crasnow, S. J. The Legacy of 'Gender Ideology': Anti-Trans Legislation and Conservative Christianity's Ongoing Influence on U.S. Law. *Religion and Gender* 11, 67–71 (2021).
- 25 Morris, E. Critics call on Quebec to cut funding to 'overtly transphobic' women's group. *CBC News* (2023).
- 26 Lefebvre, J. La filière PDF Québec frappe encore. *Pivot* (2023).
- 27 Canadian Anti-Hate Network. *Guide for Pride Defenders*. (2023).
- 28 Bauer, G. & Scheim, A. Transgender People in Ontario, Canada: Statistics from the Trans PULSE Project to Inform Human Rights Policy. (2015).
- 29 Baril, A. Francophone Trans/Feminisms. *TSQ: Transgender Studies Quarterly* 3, 40–47 (2016).
- 30 Brend, Y. Supporters rally around trans activist in Hershey's Women's Day campaign | *CBC News*. *CBC* <https://www.cbc.ca/news/canada/hershey-fae-johnstone-transgender-1.6765214> (2023).
- 31 Gyamerah, A. O. et al. Experiences and factors associated with transphobic hate crimes among transgender women in the San Francisco Bay Area: comparisons across race. *BMC Public Health* 21, 1053 (2021).
- 32 Felson, M. *Crime & Everyday Life*. (Pine Forge Press, 1998).
- 33 Government of Canada, D. of J. *Canadian Charter of Rights and Freedoms*. Notwithstanding Clause vol. Section 33 (1999).